



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 9 mars 2016 — N° 149

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Chauveau sur le sujet suivant : *Souligner le Mois de la nutrition.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *100^e anniversaire de la Coopérative de consommation de Saint-Alexis-de-Matapédia.*
- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Marcelina Jugureau.*
- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *Hommage aux bénévoles des Chutes-de-la-Chaudière.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Carnaval de Sherbrooke.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Appui au développement de logements sociaux.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Janny Gaspard pour sa mission en Europe.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Hommage à M. Alain Côté.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Souligner le décès de M. Gilles Meloche, maire de Delson.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Fonds d'innovation et de développement économique local de la Matanie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 3) **Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 7) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le **3 décembre 2015**
- 8) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Reprise du débat ajourné au nom du député de Bertrand le **8 mars 2016**
- 9) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 10) Projet de loi n° 75**
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **23 février 2016**
- 11) Projet de loi n° 79**
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 12) Projet de loi n° 81**
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux **24 novembre 2015**
- 13) Projet de loi n° 83**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **8 mars 2016**
- 14) Projet de loi n° 85**
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

15) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **4 décembre 2015**

16) Projet de loi n° 88
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **18 février 2016**

Étude détaillée en commission

17) Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par le ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

18) Projet de loi n° 74
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

19) Projet de loi n° 76
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 20)** Projet de loi n° 77
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 21)** Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22)** Projet de loi n° 89
Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil
Présenté par la ministre de la Justice le 16 février 2016
Principe adopté le **23 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 23)** Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 27) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 31) Projet de loi n° 390**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392**
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394**
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395**
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 397**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 38) Projet de loi n° 399**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

- 39) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 44) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 47) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

48) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**

49) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

Étude détaillée en commission

50) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

51) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

52) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 53) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 54) Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 55) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 56) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 57) 16 février 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

58) 8 mars 2016

Motion du député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale dénonce la hausse de 1 500 \$ du fardeau fiscal des familles québécoises découlant des deux derniers budgets du gouvernement libéral;

QU'elle exige du gouvernement libéral que le budget 2016-2017 n'inflige aucune hausse du fardeau fiscal des familles.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Livre vert intitulé « Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale » (mandat confié le 8 mars 2016).

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire (mandat confié le 11 février 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Granby au ministre des Finances sur le sujet suivant : *La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire* (avis donné le 25 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil (mandat confié le 23 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 77**, Loi sur l'immigration au Québec (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 81**, Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres (mandat confié le 9 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Consultations particulières :

- Document d'information sur le transport rémunéré de personnes par automobile (mandat confié le 16 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

125) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

126) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Milan en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

127) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

128) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Détroit en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

129) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
 À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Bruxelles en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

130) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de la ministre à la mission en France et en Belgique en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

148) M. Lisée (Rosemont) – **11 février 2016**

À la ministre responsable du Travail

- Combien de demandes d'arbitrage ont été reçues au total, par mois, depuis 2012?
- Combien de demandes d'arbitrage reçues proviennent des RI-RTF, par mois, depuis 2012?
- Combien ont été entendues en arbitrage et quand?
- Quel est le délai moyen?
- La ministre est-elle satisfaite du délai?
- Que compte-t-elle faire pour réduire ce délai?
- Est-ce que la ministre a l'intention de nommer de nouveaux arbitres pour procéder plus rapidement aux auditions? Si oui, quel est son échéancier?
- Envisage-t-elle de fixer des délais pour que les auditions se tiennent obligatoirement à l'intérieur d'un nombre de jours raisonnable

149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [l]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

- 150) Mme Roy (Montarville) – **17 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Le 3 février dernier, la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation déclarait que l'entreprise américaine Lowe's lui avait donné des garanties relativement au maintien des emplois et du siège social de l'entreprise RONA à Boucherville. Par contre, elle reconnaissait le 9 février dernier qu'ultimement, c'est le gouvernement fédéral qui décidera si les garanties fournies par Lowe's afin d'acquérir RONA sont suffisantes pour approuver cette transaction.

Or, un flou demeure concernant la façon dont ces garanties lui auraient été données par l'entreprise Lowe's. J'aimerais donc connaître précisément sous quelle forme lui ont été formulées ces garanties : peut-elle me confirmer si elles ont été données de façon orale ou de façon écrite?

Peut-elle également déposer l'ensemble des documents fournis par Lowe's qui détaillent quelles sont ces garanties, notamment concernant le maintien des emplois et du siège social à Boucherville?

Enfin, à la lumière des garanties qui ont été données à la ministre, peut-elle m'indiquer exactement combien d'emplois l'entreprise Lowe's prévoit-elle maintenir au siège social de Boucherville, et ce, sur quelle période de temps?

- 151) Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) – **24 février 2016**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Depuis plusieurs mois, ma formation politique et moi-même tentons d'obtenir des informations de la part d'Hydro-Québec. Pour ce faire, nous avons envoyé plusieurs demandes d'accès à l'information.

À maintes reprises, Hydro-Québec a refusé de fournir les informations demandées, invoquant des obstacles infranchissables pour y arriver, comme « des opérations de repérage spécifique dans nos systèmes informatiques » ou des « travaux d'extraction, d'analyse et de validation de données ».

En janvier dernier, la direction d'Hydro-Québec nous a indiqué, par téléphone puis par écrit, que nous envoyions tout simplement trop de demandes et qu'elle serait incapable de répondre à nos interrogations dans les délais prescrits à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

De bonne foi, nous avons collaboré avec la société d'État et avons d'une part cessé pendant plusieurs semaines d'envoyer des demandes d'accès à l'information, et d'autre part accepté que les réponses transmises nous le soient avec un peu de retard.

Malgré la collaboration dont nous avons fait preuve et le temps supplémentaire dont la société a bénéficié, Hydro-Québec a refusé de nous fournir toutes les réponses à nos demandes.

Malheureusement, cette situation n'est pas unique et devient répétitive pour de nombreux citoyens et groupes désirant obtenir de l'information auprès d'Hydro-Québec.

Malgré la « meilleure transparence » qu'avait promise en juin 2015 le nouveau président et directeur général d'Hydro-Québec, Monsieur Éric Martel, les résultats concrets ne sont pas au rendez-vous.

J'estime que cette situation ne peut plus perdurer et qu'Hydro-Québec doit respecter l'esprit de la Loi en cessant son manque de collaboration et en faisant preuve de la transparence attendue d'un organisme public.

J'aimerais savoir quelles actions le ministre de l'Énergie a-t-il posées depuis juin 2015 afin qu'Hydro-Québec fasse preuve d'une plus grande transparence et à la lumière de la situation actuelle, quelles actions entend-il poser afin de corriger le déficit actuel de transparence et de collaboration dont fait preuve Hydro-Québec?

- 152) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **25 février 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

En septembre 2013, dans un avis intitulé *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*, le Conseil supérieur de l'éducation recommandait à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque (recommandation 10, p. 142) une augmentation substantielle du budget affecté au Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation. Le Conseil soulignait le bien-fondé de l'existence de deux réseaux d'organismes qui offrent des services d'alphabétisation, le réseau scolaire et le réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation.

Le 15 septembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion reconnaissant l'ampleur du problème d'analphabétisme au Québec ainsi que le rôle essentiel joué par les groupes populaires d'alphabétisation dans leur communauté pour contrer ce problème.

Quatre mois plus tard, le 12 janvier 2016, le député de Charlesbourg, alors ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tenait publiquement des propos remettant en cause le financement accordé aux organismes d'alphabétisation indiquant vouloir « évaluer les sommes qui sont à [sa] disposition (et voir) où il faut les placer pour faire la différence ».

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

- Est-ce que le ministre entend respecter les conventions d'aide financière 2015-2018 de chaque organisme d'alphabétisation financé par le PACTE?
- Qu'entend faire le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour consolider financièrement les organismes d'alphabétisation dont le rôle essentiel a été reconnu par l'ensemble des élus de l'Assemblée nationale le 15 septembre dernier?

153) M. Turcotte (Saint-Jean) – **25 février 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 15 septembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion sur l'alphabétisation.

Quatre mois plus tard, le 12 janvier 2016, le député de Charlesbourg, alors ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tenait publiquement des propos remettant en cause le financement accordé aux organismes d'alphabétisation, indiquant vouloir « évaluer les sommes qui sont à [sa] disposition [et voir] où il faut les placer pour faire la différence ».

Les 128 organismes d'alphabétisation, reconnus et financés par le ministère de l'Éducation, par le biais du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), ont fait état en mai 2015 de demandes financières de l'ordre de 22 052 551 \$, alors que leur financement total équivaut à 12 817 185 \$ pour l'année 2015-2016. Cela représente une différence de plus de 9,2 millions de dollars. Ils ont également renouvelé leur convention d'aide financière triennale respective au printemps dernier, indiquant le montant auquel chaque organisme a droit pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Enfin, en septembre 2013, dans un avis intitulé *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*, le Conseil supérieur de l'éducation recommandait à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque (recommandation 10, p. 142) :

[...] dans le cadre du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation, d'assurer à court terme la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation déjà accrédités et, à moyen terme, par une augmentation substantielle du budget affecté au programme, de voir au déploiement du réseau par l'accréditation de nouveaux groupes.

- Quelles sont les intentions du ministre au niveau du financement pour les prochaines années quant à la reconnaissance et au financement des 128 organismes d'alphabétisation financés par son ministère?
- Les conventions d'aide financière 2015-2018 de chaque organisme d'alphabétisation financé par le PACTE seront-elles respectées?
- Est-ce que le ministre de l'Éducation entend donner suite à la recommandation du Conseil supérieur de l'éducation concernant la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation reconnus en vertu du PACTE, d'une part en indexant la subvention annuelle de chaque organisme, et, d'autre part, en injectant des sommes supplémentaires dans leur financement à la mission?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 8 mars 2016
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général – *député de Lac-Saint-Jean*.
- b) 8 mars 2016
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec – *député de Borduas*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS